



LE 22 JANVIER 2004

TOUS ENSEMBLE EN GREVE ET MANIFESTATIONS POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'HOPITAL PUBLIC

Exigeons

- ↪ **Le droit aux soins pour tous**
- ↪ **Le retrait du projet hôpital 2007**

L'hôpital public, c'est notre bien commun. Il est le pivot de notre système de santé solidaire. Il assure l'urgence sanitaire et sociale. Il soigne, il reconforte, il accompagne. Il est un lieu de recours, compétent, accessible en permanence. Et pourtant, il est en crise comme l'ensemble de notre système de santé.

Des décennies d'économie dans la santé, la loi de 1991 et le plan Juppé avec des milliers de fermeture de lits et de réduction des budgets hospitaliers ont mis l'hôpital en difficulté pour répondre aux besoins de la population et les conditions de travail des personnels se sont terriblement dégradées.

Cet été la canicule, a mis en évidence l'état réel de notre système de santé et ses conséquences pour la population.

Ce dont souffre l'hôpital actuellement c'est avant tout du manque de moyens :

Dans le Cher plus de 15% de lits de médecine ont été supprimés sans compter les 47 lits fermés au CH de St-Amand en 2003, il n'y a rien d'étonnant à ce que les urgences de l'hôpital Jacques Cœur soient débordées, ainsi depuis plusieurs semaines il y a 17 ou 18 malades pour 6 lits dans le service d'hospitalisation temporaire. Pour la chirurgie, c'est 25% de lits en moins depuis 1991 mais le secteur privé est passé de 46,7% à 59% au détriment du secteur public.

Le devenir des hôpitaux de Vierzon et St-Amand est toujours incertain.

Pourtant seul le service public est capable d'offrir l'égalité d'accès aux soins de qualité pour tous à condition qu'on lui en donne les moyens. Il suffit de regarder dans les Pays qui ont privatisé et développé des logiques comptables: le résultat est catastrophique pour les usagers et les personnels (Angleterre, Etats-Unis etc....).

La pénurie de médecins et de personnels est désormais invoquée pour justifier la fermeture de nouveaux lits d'hôpitaux, pour réduire des activités

médicales. Certaines spécialités sont en voie de déclin, telle la gynécologie obstétrique, l'ophtalmologie, l'anesthésie réanimation, la psychiatrie....

Mais tout cela était prévisible, **la pénurie a donc volontairement été organisée. C'est un véritable scandale.**

Cette perspective est préoccupante alors que l'allongement de la durée de la vie et l'émergence de nouveaux besoins de santé appellent une offre de soins adaptée et suffisante pour être efficace.

Une nouvelle réforme est en cours : c'est le plan hôpital 2007

Mais le remède proposé par Mr Mattei pourrait bien être pire que le mal car non seulement il ne prévoit pas de moyens supplémentaires mais il prépare de nouvelles restructurations au profit du secteur privé notamment avec le plan d'investissement hôpital 2007 : l'enveloppe qui vient d'être attribuée fin 2003 montre qu'une partie importante des fonds publics sont attribués pour faciliter les restructurations au profit du secteur privé à but lucratif ainsi pour la région regroupement des cliniques sur Tours (env. 20 millions d'euros), polyclinique de Blois et à Bourges : reconstruction de la clinique Marie Immaculée sur Guillaume de Varye (1 million 486 000 euros). Il y a danger pour les statuts des personnels à qui on promet l'intéressement !

L'EXIGENCE D'UN DEBAT PUBLIC SUR LE ROLE ET LA PLACE DE L'HOPITAL PUBLIC DANS LE SYSTEME DE SANTE EST UNE NECESSITE.

LA CGT SE PRONONCE POUR L'AMELIORATION ET LA RECONQUETE DE L'HOPITAL PUBLIC DANS LE CADRE D'UNE SECURITE SOCIALE SOLIDAIRE AU SERVICE DES POPULATIONS ET QUI GARANTISSE L'EGALITE D'ACCES AUX SOINS.

Elle propose :

⇒ L'arrêt de toute nouvelle fermeture de structure de soins

La fermeture des hôpitaux de proximité est une erreur.

Les besoins de santé doivent être évalués par bassin de vie, département ou région. Toute fermeture de structures de proximité doit être stoppée avant d'avoir vérifié que les besoins de santé et de soins sont effectivement couverts. Le système de soins doit être repensé dans un souci de proximité. L'efficacité sociale exige une véritable politique de prévention : agir à la source des causes d'altération et de dégradation de la santé permettrait de réduire les coûts de la réparation et une meilleure qualité de vie pour tous.

⇒ Un plan d'urgence emploi - formation des professionnels de santé !

Un plan d'urgence emploi - formation est vital pour éviter que la période de pénurie ne dure trop longtemps. Pour répondre le mieux possible aux besoins de la population, il est nécessaire de créer des emplois et de réfléchir à l'évolution des métiers et des contenus professionnels.

⇒ Une réforme de la Sécurité sociale qui assure un financement à hauteur des besoins

Pour augmenter les ressources de la Sécurité sociale, financeur, entre autre de l'hôpital, il est nécessaire :

- de mener une véritable politique de l'emploi stable et correctement rémunéré ;
- d'établir des règles de calcul de cotisations qui incitent les entreprises à réaliser des investissements productifs créateurs d'emplois et à améliorer les niveaux de qualification et qui pénalisent celles qui privilégient les investissements financiers au détriment de l'emploi (et donc des cotisations sociales) ;
- de soumettre à cotisation les rémunérations qui en sont exonérées de soumettre à cotisation les revenus financiers du capital.

Suite à la déclaration commune nationale, les personnels hospitaliers, avec les organisations syndicales départementales CGT - FSU, FO santé et deux organisations de médecins : CMH et INPH seront mobilisés le 22 janvier 2004 pour défendre et améliorer l'hôpital public, ses missions, son accès et son financement. Nous, usagers potentiels, sommes tous concernés. L'avenir de l'hôpital est lié à l'avenir d'une politique de santé qui garantisse à tous, pauvres et riches, l'accès aux soins et à une meilleure qualité de vie.

Le 22 Janvier 2004

RASSEMBLEMENTS à

BOURGES à 11 heures - Place Séraucourt

VIERZON à 11 heures - Forum République

ST-AMAND-MONTROND à 10 h 30 - devant l'Hôpital